

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNAUF INDUSTRIES EST

5 rue de la Garenne
Zone Industrielle
34161 Vendargues

Références : D2026_UD34_H1_040
Code AIOT : 0006601317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES EST implanté 5 rue de la Garenne Zone Industrielle 34161 Vendargues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'unité départementale de l'Hérault.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INDUSTRIES EST

- 5 rue de la Garenne Zone Industrielle 34161 Vendargues
- Code AIOT : 0006601317
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis 1970, le site fabriquait des pièces en polystyrène expansé à destination des bâtiments-travaux publics et des emballages en particulier pour la vente de produits piscicoles.

Depuis 2023, le site de Vendargues est devenu principalement un entrepôt logistique et il n'y a plus de production de produits à partir d'expansion de polystyrène.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.2.	Demande d'action corrective	2 mois
8	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.3.	Demande d'action corrective	2 mois
9	Stockages	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.1.	Demande d'action corrective	2 mois
10	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.6.	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, article 1.2	Sans objet
2	Procédure cessation d'activité – Notification	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25-I et II	Sans objet
3	Mise en sécurité du site (ATTES SECUR)	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25-III	Sans objet
4	Mémoire et travaux de réhabilitation (ATTES MEMOIRE et ATTES	Code de l'environnement du 14/08/2025, article R.512-46-27-I,II,III,IV,V,VI et VII	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	TRAVAUX)		
5	Accessibilité des engins à proximité de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.2.	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2. 2.2.13.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, il est demandé à l'exploitant :

- de poursuivre la procédure de cessation d'activité partielle avec la transmission des ATTES,
- de mettre en œuvre un moyen pour pouvoir communiquer au service de secours l'état des stocks en volume ou en poids,
- de réaliser des marquages au sol pour matérialiser des ilots de 600 m3,
- de mettre à jour le panneau de recensement des risques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, article 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des rubriques			
Prescription contrôlée :			
Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes :			
Rubrique	Régime	Activité	Volume
2663-1.a	E	Stockage de pneumatiques alvéolaires ou expansés	22000 m3
2662-2	D	Stockage de polymères	500 m3
2661	E	Emploi ou réemploi de matières plastiques	18 t /j

2921-1.b	D	Installation de refroidissement évaporatif	3662 kW
2910-A.2	D	Combustion	8,8 MW
2714-2	D	Transit de déchets non dangereux	100 m3

Constats :

Initialement site de fabrication de solutions techniques en plastique (incluant une zone de production avec un parc machine conséquent, des procédés de transformation exigeant des conditions particulières de température ou de pression, des refroidissements d'eau...), le site n'est aujourd'hui plus qu'une installation de traitement et de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux (rubriques 2714, 2791 et 2663 exclusivement).

Le nombre de salariés est passé de 20 à 3 personnes.

Ainsi l'exploitant a communiqué un porter à connaissance daté du 16/12/2025 signalant son intention de suppression des rubriques 2661, 2662 2921 et 2910 et modification des rubriques 2714, 2791 et 2663.

Les modifications projetées sont les suivantes :

2714 - D - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois -

augmentation du stockage de polystyrène (considéré comme déchet non dangereux car récupéré des clients) : passage d'un stockage de 100 m3 à 270 m3. Le régime applicable reste D.

2791 - DC - Installation de traitement de déchets non dangereux - Traitement du polystyrène par broyage chauffage et extrusion du plastique : passage d'une production de 0,4 à 2 t/j. Le régime applicable reste DC.

2663 - L'augmentation du stockage de produits finis avec un passage de 18 000 m³ à 20 850 m³ concernant le produit fini. Sur ce point l'inspection relève que la valeur de 18 000 m³ semble sous évaluée : l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 avril 2019 avait fait passer le volume global de stockage de polystyrène à 22 000 m³. La modification présentée par le porter à connaissance n'est donc pas significative. Le régime reste à enregistrement.

L'exploitant a fait la demande explicite de garder le bénéfice de la procédure d'autorisation de 2013.

Le porter à connaissance analyse le critère "substantielle" des modifications au regard du code de l'environnement notamment par rapport aux articles R.186-46 et R.122-2. Le dossier de porter-à-connaissance conclut :

<p>"Après analyse des impacts sur l'environnement engendrés par les différentes modifications apportées par KNAUF Industries, il ne s'avère qu'aucun d'entre eux ne soit notable et encore moins substantiel. Certaines modifications apportent même des améliorations, notamment au niveau des rejets atmosphériques et de la consommation d'énergie."</p> <p>Le service des installations classées n'a pas d'observation à apporter à ce caractère non substantiel des augmentations d'activité des rubriques 2714, 2791 et 2663.</p> <p>Une mise à jour du tableau d'activité sera effectuée à la suite de la procédure de cessation d'activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Procédure cessation d'activité – Notification

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25-I et II</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Notification cessation activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a notifié la cessation partielle d'activité par le porter à connaissance du 16/12/2025. Il n'y aura pas de libération de terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mise en sécurité du site (ATTES SECUR)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25-III</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>La liste des certificats pour le système des SSP est disponible sur ce lien : https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel</p>

<p>auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la cessation d'activité, l'exploitant doit remettre à l'inspection l'attestation de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité (ATTES SECUR) réalisée par un bureau d'étude certifié.</p> <p>Cette transmission n'a pas été effectuée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'attestation de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité réalisée par un bureau d'étude certifié sites et sols pollués selon les exigences du référentiel défini à l'article 4 de l'arrêté du 9 février 2022 fixant les modalités de certification prévues aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement afin notamment de vérifier l'évacuation des produits dangereux et, l'évacuation des déchets, dont la vidange et le nettoyage des réseaux et réservoirs, aériens ou enterrés, les ayant accueillis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mémoire et travaux de réhabilitation (ATTES MEMOIRE et ATTES TRAVAUX)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/08/2025, article R.512-46-27-I,II,II,IV,V,VI et VII</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Mémoire et réhabilitation et attestation de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. (...)</p> <p>III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment</p>

les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.
Constats : Les attestations n'ont pas été transmises. Cependant, le délai imparti pour le faire n'est pas encore échu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection un mémoire de réhabilitation du site comportant notamment un diagnostic des sols tel que défini à l'article R. 556-2 du code de l'environnement dans les 6 mois après la notification de la cessation d'activité. La communication des deux ATTES pourra être simultanée d'autant plus si les travaux réalisés sont minimes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engin
Prescription contrôlée : Une voie engins au moins, dans l'enceinte de l'établissement, est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction. Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4, 5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
Constats : Le site est accessible aux engins poids lourds.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2. 2.2.13.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - plusieurs appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé.L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont

distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure durant deux heures.

Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propres au site, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranches de 120 mètres cubes de capacité.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur du dépôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout dépôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1. 2 de la présente annexe.

Constats :

Le site dispose des équipements suivants :

- un poteau incendie de la zone industrielle très proche du site,
- 50 extincteurs portatifs,
- 11 robinets incendies armés,
- 2 réserves incendies supplémentaires, de 220 litres.

Ces équipements sont en conformité avec la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité de l'état des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Constats :

<p>Le système de gestion des stocks est en permanence à jour, via le logiciel de gestion SAP. Cependant, la donnée est disponible en nombre de pièces de différentes formes, mais pas en terme de volume ou de poids de polystyrène.</p> <p>Après demande vers le siège national, l'exploitant a confirmé ne pas être en capacité pour le moment de délivrer l'information en volume instantanément.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit pouvoir disposer d'un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus en terme de volume ou de poids pour délivrer l'information aux services de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Carte de localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense et signale sur un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un plan de septembre 2012 qui recense les armoires électriques, la chaufferie, les équipements de lutte contre les incendies.</p> <p>La carte n'est pas à jour puisque les silos de maturation, la chaufferie sont toujours présents alors qu'ils ne sont plus utilisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le panneau conventionnel recensant les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre doit être mise à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé est divisé en îlots dont le volume maximal est de 600 mètres cubes. Ce volume est porté à 1 200 mètres cubes si l'installation est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage.</p> <p>La hauteur des stockages n'excède pas 8 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au moment de l'inspection, le stockage en îlot de 600 m3 n'était pas en place. L'exploitant l'a réalisé quelques jours après la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un marquage au sol doit matérialiser le stockage en îlot de 600 m3, avec le respect d'un tiers de surface non utilisée à des fins de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.6.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'intervention 03752782-001 du 18/12/2025 de Desautel a été présenté couvrant les exutoires et les systèmes d'extinction.</p> <p>Un certain nombre d'équipements sont signalés comme à remplacer.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre la preuve de la commande des matériels signalés comme à réparer dans le rapport d'intervention 03752782-001 du 18/12/2025 de Desautel.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois